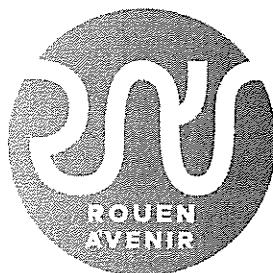




PUBLIE LE

4 DEC. 2025



Groupe Centre, Droite & Indépendants « Rouen A Venir »

Conseil Municipal du 20 novembre 2025

MOTION

Sécurité et services publics : garantir la présence de la puissance publique dans tous les quartiers

Chaque jour, des milliers de Rouennais dépendent de leurs services publics de proximité. Ces lieux incarnent la continuité républicaine, la solidarité territoriale et la présence de la puissance publique au cœur des quartiers.

Dans les **Hauts de Rouen**, le **bureau de poste de la Grand'Mare** a récemment - et de nouveau - été attaqué à l'aide d'un engin de chantier. Un acte aussi spectaculaire que dramatique, qui survient après d'autres faits graves dans le même secteur et une fermeture déjà constatée de ce même bureau de poste.

Cette nouvelle fermeture oblige les habitants à des déplacements supplémentaires pour effectuer leurs démarches administratives ou bancaires, renforçant le sentiment d'isolement et d'abandon ressenti dans ce quartier. Mais surtout, elle inquiète durablement les habitants qui craignent de ne plus voir rouvrir ce bureau de poste, comme cela a été le cas dans le quartier Grieu.

Quand les services publics ferment, quand l'éclairage s'éteint, quand la présence policière disparaît, c'est tout un quartier qui se vide de son activité et de sa confiance. L'insécurité s'installe alors durablement, alimentant un cercle vicieux d'angoisse, d'isolement et de repli.

Rouen ne peut pas accepter qu'une partie de son territoire devienne une zone de non-droit municipale, où la police municipale n'intervient plus.

L'argument souvent avancé par la municipalité, selon lequel le classement du quartier en "Zone de reconquête républicaine" (QRR) interdirait l'intervention de la police municipale, n'a aucun fondement juridique. Dans de nombreuses villes également classées QRR — Le Havre, Reims, Amiens — les polices municipales patrouillent normalement, en complémentarité avec la police nationale et même avec des moyens renforcés.

Ce choix d'absence n'est pas une contrainte administrative, mais une décision politique, prise par Valérie Fourneyron en 2009 et confirmée par Yvon Robert ainsi que le maire actuel.

C'est pourquoi, le Conseil municipal de Rouen :

- **Dénonce la dégradation de la sécurité dans les Hauts de Rouen** et exprime sa solidarité avec les habitants, les commerçants et les agents publics victimes de cette situation ;



- **Demande le rétablissement d'une présence régulière de la police municipale** dans tous les quartiers de la ville, y compris les Hauts de Rouen, en coordination étroite avec la police nationale ;
- **Appelle à un renforcement de la présence de la police nationale ;**
- **Soutient le renforcement de la vidéoprotection et de l'éclairage public** afin de sécuriser durablement les espaces publics et les équipements collectifs ;
- **Invite la Ville** à élaborer, avec tous les acteurs concernés, un **plan global de tranquillité publique**, fondé sur la sécurité, la prévention et la proximité.

Parce que la sécurité est la première des libertés. Parce qu'aucun quartier de Rouen ne doit être abandonné.

La motion votée à 15 h 04, est rejetée.

(44 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste)

(4 voix pour : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

(5 abstentions : groupe Au cœur de Rouen, élue non inscrite)